

Appel à la résistance et à l'entraide générale !



L'Assemblée Interprofessionnelle et Interluttes de la Sarthe est composée de salarié·es de différents secteurs, de personnes sans emploi, de gilets jaunes, d'écologistes, d'étudiant·es et de lycéen·nes qui luttent ensemble depuis décembre 2019 contre la retraite par points et son monde capitaliste.

Nous nous organisons pour faire face aux attaques menées par le gouvernement et le patronat, à la mise en danger de milliers de salarié·es, à la précarité des plus démunis·es, et pour construire des solidarités face à la crise sanitaire et au confinement.

Pour notre santé et nos droits, nous exigeons :

- L'arrêt immédiat du travail dans les secteurs non-essentiels ! Soutien aux salarié·es qui exercent leur droit de retrait ! Appel à la grève pour forcer l'arrêt de ces secteurs !
- Le respect des mesures de sécurité sur les lieux de travail ! Du matériel de protection pour tou·tes celles et ceux qui travaillent (masques, gants et solutions hydroalcooliques en quantité suffisante) !
- La réquisition du matériel de protection des entreprises non-essentiels ! Réquisition (Socialisation/Nationalisation) des entreprises privées de santé et de production de matériel médical et de protection, comme Luxfer (seule entreprise de fabrication de bouteilles d'oxygène médical en Europe qui a fermé en 2018) ! Seul·es les travailleur·ses sont légitimes à déterminer si leur activité est nécessaire en temps de crise !
- Le dépistage de masse pour tou·tes !
- La gratuité des transports en commun (moins d'interactions par le contrôle ou le paiement des tickets) ! Remboursement ou non-prélèvement des abonnements, ou allongement équivalent à la durée du confinement !
- Des financements immédiats pour la réouverture des structures médicales fermées et recrutement massif des personnel·les ! Un·e médecin·e traitant·e pour tou·tes !
- Une interdiction des licenciements ! Renforcement des lois anti-patronales aux Prud'hommes (En Sarthe, la moitié seulement des postes d'inspecteur·rices du travail sont pourvus.)
- Le retrait de la loi d'urgence sanitaire (congés payés imposés, 35 heures, etc) !

Contre la mise en danger des plus vulnérables et pour de meilleures aides sociales, nous exigeons :

- La réquisition de logements vides, pas une personne à la rue ! Pas une femme ni un·e enfant·e battu·e enfermé·e avec son agresseur ! Expulsion immédiate des foyers et sanctions pour les agresseurs ! Prise en charge des victimes de violences patriarcales ! Arrêt immédiat des expulsions locatives et suspension des loyers, charges, crédits, assurances !
- Le maintien du salaire complet pour tout type de contrat (CDD, Intérim, Contrats vacataires...) par les patrons, et de l'ensemble des allocations (bourses étudiantes, CAF, allocation chômage, etc) !
- La validation du semestre ou de l'année scolaire avec une note plancher améliorable à 12/20 ! Le report des examens et concours !
- Des aides pas uniquement réservées aux entreprises : création immédiate d'aides sociales et renforcement de la protection sociale (abrogation des réformes de l'assurance chômage et des retraites, et pas seulement leur suspension) !

Contre l'autoritarisme liberticide et répressif qui étouffe nos solidarités, nous exigeons :

- L'arrêt des expulsions des personnes sans papier et régularisation de tou-tes : libération des personnes en Centres de Rétention Administrative (foyers de contamination) !
- L'ouverture des frontières ! Arrêt de la répression migratoire et de la militarisation des frontières de l'Europe !
- L'abrogation de l'état d'urgence de 2017 dans la Constitution et fin de l'état d'urgence actuel ! Arrêt de toute relation avec l'État hongrois, dont l'état d'urgence est désormais à durée indéterminée avec un président qui vient de s'octroyer les pleins pouvoirs !
- Une amnistie ou des mesures alternatives pour les personnes en prisons (foyers de contamination) !
- L'arrêt de toute forme de répression liée au confinement : couvre-feu, verbalisations, gardes à vues et procès... répression à caractère majoritairement raciste (contrôles au faciès) et anti-pauvres (quartiers populaires) !

Il est complètement incohérent qu'à titre individuel nous puissions être puni-es en cas de non-respect du confinement, alors qu'en parallèle, les entreprises non-essentiels à la gestion de la crise sont autorisées à faire travailler des salarié-es, les mettant en danger et risquant de propager le virus... Leurs profits, nos mort-es !

Le gouvernement avait été prévenu de la dangerosité de l'épidémie dès janvier, c'est pourquoi l'impréparation et les mensonges d'État sont une responsabilité criminelle au vu des milliers de mort-es.



Cette crise sanitaire met sous une lumière crue la réalité des politiques de régression sociale menées depuis des dizaines d'années par les gouvernements successifs pour le compte du patronat. Politiques capitalistes que nous dénonçons et combattons sans relâche hier, aujourd'hui et demain ! Elle met aussi à jour l'aspect anti-démocratique du gouvernement qui, à travers sa loi d'urgence sanitaire, s'autorise à légiférer par ordonnances sur le droit du travail et les libertés publiques !

- **Dès aujourd'hui**, nous appelons à manifester notre solidarité avec les travailleur-ses en première ligne contre l'épidémie, par des applaudissements, des chants, des slogans, des pancartes et des banderoles aux fenêtres chaque soir à 20h !
- **Dès la fin du confinement**, nous appelons à poursuivre l'entraide et la résistance ! Nous nous mobiliserons dans la rue et les entreprises par l'action dès que nous le pourrons. Regroupons-nous au sein de l'Assemblée Générale Interprofessionnelle et Interluttes de la Sarthe pour, ensemble, mettre un coup d'arrêt aux politiques antisociales, criminelles et liberticides !

**« Nous ne reviendrons pas à la normalité, car la normalité, c'était le problème. »
(slogan de Chilien-nes en lutte)**

Pour nous contacter : AG-interpro-interluttes72@riseup.net